

# Le rideau de papier

## Partage international n° 28 - Décembre 1990

Durant des dizaines d'années, l'occident démocratique a fait étalage de supériorité morale en dénonçant les lacunes des systèmes en vigueur en Europe de l'Est et en soutenant tous les dissidents ou groupes d'opposition.

Ce dont l'Est avait besoin, c'était la liberté : d'organisation politique, religieuse, la liberté de la presse et la liberté de voyager ou d'aller vivre à l'étranger. De ce fait, les réactions furent évidemment euphoriques lorsque l'année passée, en l'espace de six mois à peine, les peuples opprimés de l'Europe de l'Est renversèrent le pouvoir communiste lors d'une extraordinaire succession de « *révolutions douces* ». Le rideau de fer fut renversé, le mur de Berlin abattu. Désormais, le paradis à l'occidentale allait enfin pouvoir s'épanouir également en Europe de l'Est.

Bien entendu, tout n'est pas aussi simple que cela. Le collaborateur de Maitreya l'avait déjà annoncé lorsqu'à la veille des révolutions en l'Europe de l'Est, il avait déclaré que « *remplacer le communisme par le capitalisme ne suffirait pas à résoudre les problèmes.* » (Déclaration du 27 avril 1989. Cf. *Partage International* Vol.2, n° 5). Les Européens de l'Est sont en train de découvrir à quel point il avait raison. Les avantages tant espérés des réformes économiques se font attendre, tandis que les inconvénients sont évidents : chaque jour voit apparaître des milliers de nouveaux chômeurs. Les nouveaux leaders, voyant déjà leur popularité décliner, demandent à l'occident une aide économique en faveur de leurs fragiles démocraties naissantes. Mais en vain. Le monde des affaires occidental compte sur le développement de nouveaux marchés lucratifs, les gouvernements se frottent joyeusement les mains devant l'effondrement du Pacte de Varsovie, mais quant à une aide active, c'est une autre question.

Les leaders polonais, tchèques et hongrois se voient encensés et couverts d'éloges, pour aussitôt découvrir qu'ils se heurtent à des portes closes dès qu'il s'agit d'obtenir une aide financière concrète.

L'Union soviétique, qui cherche désespérément à éviter une débâcle économique totale, subit le même sort : une aide économique fantôme. Les efforts de Gorbatchev lui attirent des paroles aimables, mais lorsqu'il demande des injections de capitaux dans l'économie soviétique, il ne reçoit guère plus que de vagues promesses.

Est-il toutefois réellement nécessaire que les Européens de l'Est fassent appel à l'aide étrangère ? Les Allemands de l'Ouest n'ont-ils pas, dans les années 50 et 60, réussi à créer un miracle économique, le *Wirtschaftswunder*, qui s'est épanoui sur les cendres de la guerre ? C'est exact, mais seulement après qu'ils aient été largement libérés du poids de leur dette extérieure, sans parler de l'immense apport de capitaux occidentaux dans leur reconstruction industrielle. Un tel esprit d'accommodement est de nos jours totalement absent de l'occident, entièrement dominé par les implacables lois commerciales.

Non seulement les réticences de l'Ouest à coopérer ont un effet négatif sur les chances de développement économique de l'Europe de l'Est, mais la liberté elle-même — acquise avec tant de difficultés — est jugée de peu de valeur par l'occident. A peine les Européens de l'Est avaient-ils finalement acquis le droit de faire des achats dans les paradis de consommation que sont l'Autriche, l'Allemagne et la Hollande, que l'Ouest a aussitôt élevé des barrières contre une invasion d'indésirables. Le coût exorbitant des visas, les formalités interminables pour les obtenir et des dizaines d'obstacles bureaucratiques ont fait qu'espère-t-on, ils ne viendront pas rendre visite à leurs riches voisins. Bien sûr, ils doivent être libres — mais, semble-t-il, pas aussi libres que cela. Le rideau de fer est tombé, mais un rideau de papier, tout aussi efficace, l'a remplacé.

Les Juifs soviétiques ont dû affronter une situation analogue. Pendant des années, on a prêché, surtout aux États-Unis, que les Juifs devaient avoir le droit d'émigrer et d'aller vivre ailleurs. A peine avaient-ils acquis leur liberté que la politique d'immigration des États-Unis devenait restrictive, si bien que les Juifs soviétiques se sont trouvés, par tous les moyens possibles, contraints d'aller s'installer en Israël. La fameuse liberté occidentale a donc ses limites, ainsi qu'ont pu le constater plusieurs millions de réfugiés politiques du Mexique, du Sri Lanka, du Maroc et

d'autres pays.

Ce type de politique est dominé par une seule question : quel profit pouvons-nous faire aujourd'hui ? L'effet à long terme d'une telle politique est rapidement escamoté. Toutefois, dans le cas de l'Europe de l'Est, les enjeux sont énormes : il en va de la stabilité politique de toute cette région. Il n'existe pas l'ombre d'une chance pour que les fragiles économies postcommunistes puissent se relever sans aide extérieure. Le malaise causé par cette situation constitue un dangereux stimulant pour les groupes ethniques ou religieux antagonistes, pour les idéaux nationalistes et les mouvements séparatistes qui partout prolifèrent et remontent à la surface maintenant que le couvercle des dictatures répressives a été levé. Les traditions démocratiques étant aussi délicates que les économies naissantes (certaines sont encore à naître), nous devons bien nous rendre compte que des guerres civiles et l'émergence d'opportunistes politiques populistes sont une réalité possible.

Bien évidemment, de telles éventualités ne se concrétiseront pas nécessairement, à la condition toutefois que l'occident assume la responsabilité d'apporter non seulement ses conseils mais aussi une aide pratique et concrète à ces pays.

L'investissement de capitaux, l'abolition de droits d'exploitation exorbitants, la coopération technologique, le retrait des barrières commerciales, voilà le genre d'aide dont l'Europe de l'Est a besoin.

Il est également vital que la montagne des dettes soit annulée, ce qui a également une portée pragmatique. Il est en effet impossible que les 50 milliards de dollars prêtés à la Pologne et les 20 milliards de dollars prêtés à la Hongrie soient jamais remboursés.

Actuellement, l'occident ne semble pas prêt à prendre une telle décision. Pourtant, un grand changement est en train de se produire — une lente mais profonde altération des perceptions. Il y a quelques années seulement, l'idée d'effacer une dette était considérée comme irresponsable et inacceptable. Pourtant, des propositions de ce genre sont aujourd'hui à l'ordre du jour au niveau international. Des appels venant de France et des Pays-Bas pour annuler les dettes de tous les pays les plus pauvres sont encore considérées comme trop radicales, mais il aurait été récemment encore impensable qu'un pays comme la Grande Bretagne préconise l'annulation des deux tiers de ces dettes.

L'humanité a fait des progrès depuis la chute du rideau de fer. Aujourd'hui il est temps d'effacer le rideau de papier, moins aisément perceptible, derrière lequel l'occident se protège des requêtes justifiées du reste du monde.

**Thématiques :** [politique](#)

**Rubrique :** [Editorial](#) ()